

La réforme des collèges ou quand le fondamental devient facultatif

Article rédigé par *Franck Margain*, le 13 mai 2015

Le chemin idéologique suivi par le gouvernement socialiste nous conduit droit dans le précipice. La réforme du collège de Mme Vallaud-Belkacem en est une illustration flagrante.

Le ministre part du constat qu'« en dix ans, les élèves ont régressé en français, en maths, en histoire ». Mme Belkacem en tire la conclusion étrange qu'il faut donc leur rajouter de nouvelles matières : l'informatique (les principes de base du codage, les langages simples de programmation), et des projets interdisciplinaires en groupe.

C'est absurde. Quand l'apprentissage du fondamental n'est pas maîtrisé, rajouter de nouvelles matières revient à ajouter de nouvelles difficultés. Il faudrait plutôt se concentrer sur l'essentiel. Enseigner le codage informatique à un élève qui ne sait pas résoudre une équation à une inconnue, c'est mettre la charrue avant les bœufs.

Absurde et contreproductif

De même, en observant que le niveau en langues étrangères n'est pas satisfaisant, voici que sa réforme prévoit que l'apprentissage de la seconde langue vivante commencera plus tôt, dès la 5e.

C'est encore absurde. Commencer à apprendre une LV2 une année plus tôt ne fera pas monter le niveau. Au contraire, ce sera contreproductif. Cela va alourdir l'emploi du temps déjà surchargé des collégiens, et empiéter sur l'apprentissage de la première langue vivante. Il semble plus sage de ne commencer à étudier la deuxième langue vivante qu'en 4e, après que la base de la première langue a été posée.

Une réforme idéologique

Au-delà de ces points précis, c'est l'idéologie même qui sous-tend cette réforme qui pose problème. De là découlent tous les points litigieux. C'est d'abord l'idée que tout doit être ludique, amusant, sans aucun effort. C'est un peu ce qu'on retrouve dans les projets de groupe. Ces projets « collectifs » sont destinés à apprendre « le travail en équipe ». Le rapprochement entre le vocabulaire traditionnel de la gauche (collectif) et celui du monde de l'entreprise (travail en équipe), est ici à noter et montre bien la nature idéologique de cette gauche libérale.

Ensuite, c'est l'idée égalitariste traditionnelle de la gauche qui est à l'œuvre. Il faut aligner tous les élèves sur celui qui est le plus en difficulté. Au lieu de l'aider à s'améliorer, on va baisser la barre pour tout le monde

pour qu'il puisse l'atteindre sans effort. C'est ainsi qu'on en arrive à un niveau moyen des élèves français en chute libre. Se dirige-t-on vers un système où on se contentera de délivrer un certificat de présence aux élèves ?

Une autre France

Enfin, ce projet traduit une mauvaise conception de ce qu'est la France. On le constate surtout à travers les nouveaux programmes d'histoire. En classe de 5e, le cours sur l'histoire de la chrétienté au Moyen Âge est facultatif, alors que le thème de la naissance de l'islam est obligatoire. Et en 4e, le cours d'histoire des sociétés et des cultures au temps des Lumières est facultatif, alors que l'histoire des empires coloniaux et des traites négrières est obligatoire.

Qu'est-ce que cela signifie ? D'abord, cela traduit une volonté d'ignorer les racines chrétiennes de la France et l'oubli de sa primauté dans la philosophie des Lumières. Comment se plaindre ensuite des difficultés d'intégration si la réalité historique de notre pays est à ce point non assumée ? Si l'identité même de la France est rejetée, qu'aurons-nous à proposer au monde et aux nouveaux immigrants dans notre pays ? On peut enseigner évidemment l'histoire des mondes étrangers. Mais ne devons-nous pas d'abord insister sur l'histoire de France ?

Mémoire sélective

Enfin, on peut tout simplement dire que le cours « d'histoire » se transforme progressivement en cours « de mémoire ». Et la mémoire qui est mise en avant n'est pas celle des événements les plus glorieux.

Oui, l'histoire de notre pays, comme celle de tous les pays de cette planète d'ailleurs, recèle de nombreux crimes, parfois horribles. Mais notre histoire n'est pas qu'une longue série de crimes impardonnables. Nous ne sommes pas un peuple de criminels assoiffés de sang. Il y a des choses belles, glorieuses et épiques dans notre histoire. Pourquoi ne montrer que les événements les plus laids ? Et quelles sont exactement les intentions de ceux qui ne souhaitent que souligner les mauvaises choses ?

Franck Margain est vice-président du PCD, conseiller régional IDF UMP, conseiller d'opposition UMP du XIIe arrondissement de Paris.
